



PARIS > 20 octobre 2025

Cambriolage au musée du Louvre

Sécurisation et dotations de moyens urgentes de nos musées et monuments publics !

Le cambriolage éclair de neuf pièces de la collection de bijoux de Napoléon et de l'impératrice Eugénie au musée du Louvre ce 19 octobre 2025 révèle les carences des établissements patrimoniaux ouverts au public, faute de financements et de personnels suffisants pour l'entretien bâtimementaire, la sûreté des biens et la sécurité des personnes.

Le cambriolage du plus grand musée du monde vient allonger une liste déjà trop longue

Mi-octobre 2025, c'est le musée départemental Jacques Chirac à Sarrebourg qui a été, en deux jours, braqué puis cambriolé.

Début septembre, c'est le musée national Adrien Dubouché à Limoges qui a été victime d'un vol de 3 trésors nationaux pour un préjudice de 7 M€.

Mi-septembre, c'est le muséum d'histoire naturelle qui s'est fait voler de pépites d'or.

En 2023, c'est le château de Champs-sur-Marne (géré par le Centre des Monuments Nationaux) qui est la cible d'un vol de 8 vases chinois.

Un « modèle économique » et des conditions de travail largement dénoncés par la CGT-Culture

Dès février 2025, la vétusté de l'établissement faisait l'objet d'une note confidentielle de la présidente adressée à la ministre, aboutissant à un « *plan présidentiel* » focalisé sur une salle « *spéciale Joconde* » déconnecté des véritables enjeux en termes de préservation et sécurisation des bâtiments (communiqués de la [section CGT du Louvre](#) et celui [de la CGT-Culture et du SNMD](#)).

Le 17 juin dernier, les personnels d'accueil et surveillance du Louvre étaient en grève pour dénoncer la surfréquentation du musée et le sous-effectif chronique qui engendre des conditions de travail intenable – le musée a perdu plus de 200 postes en 15 ans.

Comme nous le dénonçons depuis des décennies, le désengagement de l'État à l'égard de ses opérateurs les conduit à rechercher sans cesse des ressources propres à travers des dérives mercantiles au détriment des œuvres, de l'entretien du patrimoine, des conditions de travail, d'une véritable politique scientifique et culturelle et d'une accessibilité pour l'ensemble des publics.

Le projet de budget Culture 2026 très en deçà des besoins réels des établissements publics culturels nationaux

La mission Culture perdrait près de 300 millions d'euros par rapport à la loi de finance initiale 2025. Le programme Patrimoines serait amputé de plus de 230 M€ dont 168 M€ en investissement et 64 M€ en dépenses d'intervention.

Du côté des personnels, le schéma d'emploi du ministère va perdre 172 postes dont 131 dans ses établissements. La filière Accueil, surveillance et magasinage du ministère compte aujourd'hui moins de 2 800 agent.e.s sur l'ensemble du périmètre ministériel. Nous estimons le besoin de recrutement d'au moins 500 agent.e.s supplémentaires !

Nous avons dès janvier [alerté](#) sur le manque de concours et de postes ouverts dans cette filière emblématique du ministère de la Culture toujours défendue par la CGT-Culture. Ce matin au Louvre, leurs compétences et leur professionnalisme ont également été salués par la direction de l'établissement.

Il est grand temps que la ministre de la Culture et le gouvernement dans son ensemble prennent leurs responsabilités en donnant au service public culturel des moyens à la hauteur de ses missions et de ses biens nationaux !

Pour la CGT-Culture, les urgences sont :

- **La réunion sans délai des instances de représentation des personnels au musée du Louvre et au ministère**
- **L'ouverture d'une enquête de l'inspection générale des affaires culturelles sur le financement de l'Etat et le modèle économique actuel des musées nationaux**
- **Le réengagement de l'État dans le financement de ses établissements**
- **Un plan massif de création d'emplois publics titulaires dans la filière accueil, surveillance et magasinage**
- **La ré-internalisation des missions externalisées**
- **La suppression des niches fiscales et la réaffectation des recettes en subventions publiques au réseau des musées nationaux**
- **La recréation d'une Direction des Musées de France**
- **La mise en place d'une politique au niveau central des prêts et dépôts**

DEFENDEZ VOS DROITS, SYNDIQUEZ-VOUS !

<https://www.CGT-culture.fr/adherer>